

mars 1986

n° 3

la Lettre du Maroc

BULLETIN DE L'UNION SOCIALISTE DES FORCES POPULAIRES - COMMISSION ADMINISTRATIVE NATIONALE
FEDERATION D'EUROPE OCCIDENTALE

COMMUNIQUE du conseil régional de l'union socialiste des forces populaires - commission administrative (u.s.f.p. - c.a.) - fédération d'europe

Le Conseil Régional de l'U.S.F.P. (C.A.), Fédération d'Europe, s'est tenu les 22 et 23 février 1986. Après avoir procédé à une analyse de la situation générale dans notre pays et effectué un tour d'horizon de la situation du Parti en Europe et les efforts fournis en matière d'organisation depuis le dernier Congrès fédéral, le Conseil régional a mis l'accent sur les conditions difficiles de l'immigration marocaine en Europe occidentale, dont les causes essentielles résident d'une part dans la politique officielle marocaine qui a contraint des centaines de milliers de nos compatriotes à s'expatrier et d'autre part, dans l'exploitation capitaliste qui fait des travailleurs immigrés les boucs-émissaires de la crise économique, victimes du chômage et exposés aux manifestations racistes et xénophobes qui vont jusqu'aux agressions physiques et parfois au crime.

Quant aux conditions des étudiants marocains, elles ne sont elles aussi guère brillantes. Le montant des bourses universitaires est dérisoire et peu d'étudiants en bénéficient. Le coût de la vie qui n'a cessé d'augmenter, met hors de portée des étudiants marocains tout ce qui est nécessaire à la bonne marche de leurs études : depuis les fournitures universitaires jusqu'au logement en ville. Ceci n'est pas sans avoir une incidence sur leur état psychologique et, par voie de conséquence sur la poursuite de leurs études. Parmi ceux qui parviennent à triompher de ces obstacles, il en est de plus en plus qui, une fois rentrés au pays, diplôme en poche, ne trouvent pas d'emploi.

Après avoir mis en relief la situation faite à nos compatriotes ouvriers et étudiants, le C.R. s'est penché sur ses causes profondes, qui résident dans la politique du néo-colonialisme -et son alliée, la réaction locale- qui domine notre pays à tous les niveaux. De même que le C.R. a d'une part souligné le rôle des associations démocratiques marocaines aux côtés des organisations démocratiques européennes, pour défendre les intérêts matériels et moraux de nos compatriotes immigrés, ainsi que leur identité culturelle et leur dignité humaine, et d'autre part il a relevé que si la classe dominante marocaine ignore totalement les difficultés des marocains à l'étranger et ne s'en préoccupe nullement, elle s'intéresse par contre aux devises transférées, dont elle profite largement, par toutes sortes de subterfuges en usage à tous les niveaux de l'appareil d'Etat.

Ceci est aggravé par une politique de répression qui s'exerce à leur égard en Europe même, où ils sont fichés, contrôlés et intimidés par les services consulaires et les officines policières s'y rattachant. Cette répression se manifeste encore plus ouvertement au pays lorsqu'ils font montre, pour défendre leurs droits, d'une liberté de

ton inaccoutumée sous ces latitudes. Ce qui leur vaud retrait du passeport et souvent la torture et la prison.

Concernant le secteur étudiant en Europe occidentale, le C.R. a constaté la paralysie des organes dirigeants de la Fédération de l'Union Nationale des Etudiants du Maroc (U.N.E.M.) due à leur accaparement par des éléments dont le seul but est de servir des intérêts partisans qui n'ont rien à voir avec les intérêts du mouvement étudiant marocain. Cette situation représente un danger réel pour la Fédération de l'U.N.E.M., qui risque d'être sacrifiée sur l'autel de "l'unanimité nationale", si des mesures ne sont pas prises pour faire échec à cette tentative de liquidation ; ce qui requiert la mobilisation massive des étudiants marocains sur la base de la défense de leurs intérêts matériels et moraux, en liaison étroite avec la lutte du mouvement étudiant au Maroc, ainsi que celle des masses populaires en général.

A propos de la situation générale au Maroc, le C.R. a mis l'accent sur les luttes héroïques menées par la classe ouvrière contre la politique de dépendance vis-à-vis du capital étranger, qui fait fi des intérêts des masses laborieuses. Les grèves qui ont paralysé plusieurs secteurs et particulièrement celui des phosphates à Youssoufia, Khouribga et Safi, ont exprimé la condamnation de cette politique anti-populaire par la classe ouvrière, qui a prouvé sa détermination à affronter ses ennemis de classe, malgré les privations et la répression.

La répression brutale, particulièrement à Youssoufia, est restée la seule réponse de la classe dominante, face aux revendications légitimes des travailleurs. Elle vient encore une fois confirmer le peu de cas que cette classe fait du droit élémentaire des citoyens à vivre et travailler décemment. Que dire du respect de leurs droits démocratiques et des libertés individuelles et collectives, alors que le simple droit de vivre leur est dénié...

L'arbitraire et la répression qui se sont abattus sur les mineurs de Youssoufia sont particulièrement éloquents. Pendant plus d'un mois que dura la grève, la ville a été maintenue dans un étai policier qui rappelle la sinistre période coloniale. Arrestations massives, licenciements collectifs, instauration du couvre-feu, barrages de police à l'entrée de la ville, interdisant à quiconque d'entrer ou de sortir sans montrer patte blanche, irruption la nuit dans les domiciles des grévistes pour terroriser leurs familles et procéder à des arrestations, interdiction aux commerçants de vendre aux familles des grévistes les produits de consommation courante, coupure de l'électricité et de l'eau dans les maisons des grévistes... etc.

Malgré tout cet arbitraire, les travailleurs, grâce à leur unité et leur solide organisation, ont réussi, en multipliant les initiatives et en variant leurs méthodes de lutte (marches de protestation, grèves de la faim, occupation des mines, etc...) à tenir tête et à résister à la répression pendant plusieurs semaines.

Ces luttes, par leur ampleur et leur détermination, illustrent le développement du niveau de conscience et le sentiment unitaire au sein de la classe ouvrière marocaine, qui se montre de plus en plus résolue face à l'exploitation et à l'arbitraire dont elle est victime.

Le C.R., tout en soulignant l'aspect positif de ces luttes syndicales à travers lesquelles s'est illustrée l'union entre différentes centrales ouvrières, note cependant que cette union est demeurée insuffisante. De même que la solidarité ne s'est pas manifestée concrètement vis-à-vis des travailleurs, qui ont mené une lutte inégale, en ne comptant pratiquement que sur leurs propres forces, face à l'énorme appareil policier et administratif. Certains n'ont manifesté qu'une solidarité de circonstance ou versé dans la surenchère, cependant que d'autres ont réalisé tout le profit qu'ils pouvaient tirer de la situation en revendiquant la paternité des succès des premiers jours, pour adopter une attitude expectative lorsque le rapport de forces bascula en faveur des forces de répression.

Ces attitudes opportunistes ne peuvent que renforcer le niveau de conscience des travailleurs et leur permettre de discerner leurs véritables alliés de ceux qui se réclament démagogiquement de leur cause.

Le C.R. s'est aussi longuement arrêté sur la question de Sebta et Melilla, occupées au nord du pays par l'Espagne. Il a salué la lutte menée par les habitants marocains de

ces deux villes, contre l'occupation coloniale et contre les dernières lois qui visent à faire d'eux des étrangers sur leur propre sol national!

La discrimination et la marginalisation dont sont victimes nos compatriotes au niveau économique et social, sont à l'origine de l'éveil de leur sentiment national et de leur volonté de se battre par tous les moyens pour conquérir leur liberté et leur dignité.

Ces luttes menées par nos compatriotes de leur propre initiative et en comptant sur leurs forces propres, sont en elles-mêmes une condamnation cinglante de la politique de démission nationale suivie par le Maroc officiel depuis l'indépendance formelle en 1956. Depuis cette date en effet, il a laissé le colonialisme espagnol libre de consolider l'occupation des deux villes marocaines et d'enteriner le fait accompli, allant même jusqu'à instituer des lois ségrégationnistes vis-à-vis de la population marocaine. La classe dominante marocaine porte ainsi une lourde responsabilité non seulement pour avoir trahi notre souveraineté nationale et empêché le peuple marocain de parachever son unité territoriale du nord au sud, mais aussi pour avoir dans la pratique imposé l'isolement des deux villes occupées et adopté une attitude conciliante avec l'Espagne, en déclarant que le retour à la mère-patrie de Sebta et Mélilla était tributaire du retour du rocher de Gibraltar à l'Espagne ! De plus, elle a accredité la thèse du "Maroc inutile", dont le but est de créer des antagonismes artificiels au sein de notre peuple, pour le diviser, à l'image du morcellement colonial de son territoire...

Le C.R., après avoir analysé la situation qui prévaut à Sebta et Mélilla, en liaison avec la situation générale du pays,

- affirme que le problème de Sebta et Mélilla est une question nationale et un problème de souveraineté . C'est le droit inaliénable pour tout citoyen marocain à vivre sur son sol national et y jouir de ses droits.

- attire l'attention sur la gravité de la situation à Sebta et Mélilla, transformées par les forces espagnoles (qui sont partie intégrante de l'OTAN) en places fortes de l'impérialisme et comme bases de ses interventions éventuelles contre les peuples africains et arabes et particulièrement le peuple palestinien. Ceci confère à notre lutte de libération des deux villes une dimension qui exige la solidarité de toutes les forces anti-impérialistes et anti-sionistes dans le monde.

- exprime son soutien total à la lutte de nos compatriotes dans ces deux villes, qui s'inscrit dans la perspective de réalisation de la souveraineté nationale du peuple marocain et du parachèvement de son intégrité territoriale, du nord au sud du pays.

- enregistre que ces luttes sont menées à Sebta et Mélilla, au moment où la classe ouvrière entreprend des luttes à travers le reste du pays. Ce qui illustre le lien dialectique entre les tâches de libération et celles de la démocratie authentique, et renforce les conditions objectives de la lutte de notre peuple pour la libération, la démocratie et le socialisme.

Vive la lutte de la classe ouvrière marocaine !
Vive la lutte pour la libération et l'unité nationales !

Le 23 février 86